



VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Suisse et Liechtenstein

Une publication du SE de Berne
Semaine du 26 août 2024

Faits saillants

- Le Conseil fédéral entend lever l'interdiction de construction de nouvelles centrales nucléaires
- Une croissance démographique inédite (+1,7 %) tirée par un solde migratoire record en 2023
- Vers une stabilisation des résultats des banques dans le contexte de la baisse des taux d'intérêts

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 29/08	Var. vs 22/08
EUR/CHF	0,9362	- 1,3 %
USD/CHF	0,8446	- 0,8 %
SMI	12 418	+ 0,92 %
Taux 10a	0,418 %	+ 2 pb

Macroéconomie

Démographie : La population résidente permanente de la Suisse a crû de +1,7 % en 2023, pour atteindre 8 962 300 personnes, représentant l'accroissement démographique le plus important enregistré depuis les années 1960, selon les résultats définitifs de l'Office fédéral de la statistique (OFS). Cette croissance provient quasi-exclusivement des habitants de nationalité étrangère, dont le nombre a augmenté de +5,3 % et qui représentent désormais 27 % de la population suisse. La prise en compte comme résidents des Ukrainiens bénéficiant du statut de protection S explique pour moitié la hausse de l'immigration. Le Valais a enregistré la croissance démographique la plus importante en 2023 (+2,4 %), suivi par Schaffhouse et Argovie (respectivement +2,2 %). En parallèle, le vieillissement de la population s'est poursuivi puisque le nombre personnes de 65 ans ou plus a progressé de +2,3 %; ces seniors constituent désormais plus de 19 % de la population résidant en Suisse. Parallèlement, le taux de fécondité des Suissesses a de nouveau reculé pour atteindre en 2023 un plus bas historique de 1,33 enfant par femme.

Croissance : L'Office fédéral de la statistique a confirmé le ralentissement de la croissance du PIB en 2023 (0,7 %, non corrigé des événements sportifs) et a revu à la hausse les taux de croissance enregistrés en 2021 et 2022, dorénavant fixés à respectivement 5,6 % (contre 5,4 %) et 3,0 % (contre 2,6 %), relevant les forts rebonds de l'économie en période post-Covid. En 2023, dans un contexte de ralentissement conjoncturel mondial, la croissance suisse est néanmoins demeurée résiliente grâce à la consommation finale des ménages (+1,5 %). Pour la seconde année consécutive, l'évolution des investissements a été quasi-nulle (+0,1 % en 2023 après -0,1 % en 2022), avec une évolution contrastée des deux principales composantes : les investissements en biens d'équipements ont continué de croître (+1,4 %), alors que la tendance dans la construction s'est poursuivie à la baisse, avec un recul de -2,7 %. Enfin, le commerce extérieur a pénalisé la croissance puisque l'excédent de la balance des biens et services s'est replié après deux années de forte progression, en raison essentiellement de la forte hausse des importations de services.

Marché du travail : Les diplômés de hautes écoles peinent davantage à trouver un emploi à l'issue de leurs études, selon une enquête publiée par l'Office fédéral de la statistique (OFS). Entre 2021 et 2023, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) parmi les personnes diplômées des hautes écoles est passé de 2,7 % à 3,2 %. Une année après avoir obtenu leur diplôme,

3,9 % des titulaires d'un master d'une université (HEU) et 3,4 % des diplômés d'un bachelor d'une haute école spécialisée (HES) étaient sans emploi. Les diplômés en Médecine et pharmacie et en Sciences techniques connaissent les taux de chômage les plus bas, tandis que les anciens étudiants dans les domaines interdisciplinaires et design ont rencontré plus de difficultés. Les diplômés des hautes écoles pédagogiques (HEP) s'insèrent quant à eux rapidement sur le marché du travail, affichant un taux de chômage de 0,8 %. L'enquête de l'OFS a aussi examiné le revenu médian de cette catégorie de la population. Pour un emploi à plein temps, les titulaires d'un master HEU et d'un bachelor HES enregistraient en 2023 un revenu médian comparable, de plus de 80 000 CHF. Le revenu médian des titulaires d'un diplôme HEP était quant à lui d'environ 95 000 CHF.

Secteur financier

Résultats du secteur bancaire : En 2023, le résultat consolidé des banques en Suisse a progressé de +2,9 % à 72,3 Mds CHF, avec un bénéfice annuel record de 25,9 Mds CHF, principalement en raison des effets liés à la reprise de Credit Suisse par UBS, selon l'Association suisse des banquiers (ASB). Si les banques à vocation nationale, en particulier, ont dégagé de très bons résultats en matière d'opérations d'intérêts, les grandes banques ont accusé un net recul, pénalisées par les charges liées à la chute de Credit Suisse, conduisant à un résultat global des opérations d'intérêts en léger repli (-0,7 %). Les revenus des commissions ont également diminué (-6,7 %), tandis que les opérations de négoce ont bénéficié de la forte volatilité boursière (+21,3 %). Les actifs sous gestion ont augmenté de +6,9 %, consolidant la position de leader de la Suisse en gestion de fortune transfrontalière. Les effectifs dans le secteur bancaire ont continué de croître, atteignant 93 299 employés en fin d'année.

Perspectives du secteur bancaire : Selon les experts interrogés dans le cadre du *Swiss Banking Outlook* de l'Association suisse des banquiers (ASB), le résultat consolidé des banques devrait se stabiliser en 2024. Les revenus d'intérêts, en particulier, devraient se replier du fait de la baisse des taux qui pèse sur les marges et la rémunération des comptes détenus auprès de la Banque Nationale Suisse. Ce probable repli des opérations d'intérêts pourrait toutefois être compensé par une hausse des revenus des commissions et des opérations de négoce. La croissance du crédit, notamment hypothécaire, devrait être inférieure à la moyenne récente, tandis que la gestion de fortune transfrontalière continuerait de bénéficier de la stabilité incarnée par la place suisse. Les experts interrogés par l'ASB identifient l'amélioration de l'expérience numérique des clients comme un potentiel de rendement car elle permet d'augmenter les volumes de transaction. Enfin, parmi les défis envisagés, outre la baisse persistante des taux d'intérêts, figurent la complexité réglementaire et la concurrence croissante des entreprises technologiques et des acteurs non-bancaires, de plus en plus agressifs sur le marché du crédit aux entreprises.

Secteurs non financiers

Nucléaire : Le Conseil fédéral a proposé cette semaine de lever l'interdiction de construire de nouvelles centrales nucléaires, marquant un changement majeur dans la politique énergétique de la Suisse. Le gouvernement a certes rejeté l'initiative populaire « De l'électricité pour tous en tout temps (Stop au blackout) », mais souhaite élaborer un contre-projet indirect favorable à toutes les technologies décarbonées qui assurent la sécurité de l'approvisionnement en électricité. Cette décision, qui revient sur le vote en 2017 de la « Stratégie énergétique 2050 » consistant, entre autres, à interdire la construction de nouveaux réacteurs en Suisse, est motivée par les besoins croissants en électricité et les défis posés par la trop lente progression des énergies renouvelables. Le Conseiller fédéral à l'énergie, Albert Rösti, a souligné que la situation depuis 2017 avait « radicalement changé », du fait notamment de l'engagement d'atteindre le zéro carbone d'émissions nettes d'ici à 2050, de l'impossibilité en conséquence de se reposer sur les centrales à gaz, et, enfin, des incertitudes géopolitiques, à l'origine d'une situation tendue s'agissant de l'approvisionnement énergétique en Europe. Le Conseil fédéral prévoit de proposer une modification de la loi sur l'énergie nucléaire d'ici fin 2024, avec une consultation publique jusqu'à mars 2025, suivie de débats parlementaires.

Industrie MEM : Au 1^{er} semestre 2024, l'industrie tech suisse, incluant les machines, équipements électriques et métaux (MEM), a connu un recul significatif. Selon un communiqué de la fédération du secteur, Swissmem, les chiffres d'affaires ont reculé de -5,1 %, les entrées de commandes de -3,3 %, et les exportations de -4,1 %. Le secteur, affecté par un faible indice des directeurs d'achat (PMI) en Europe, les problèmes de l'industrie automobile et les difficultés conjoncturelles en Allemagne, ne prévoit pas de reprise avant 2025. Les exportations vers l'Europe sont en baisse, tandis que celles vers l'Asie et les États-Unis n'augmentent que légèrement. Malgré cette situation difficile, les entreprises tech continuent d'investir en Suisse, notamment en production, numérisation et

développement de produits. Trois quarts des entreprises y planifient des investissements pour les trois prochaines années, séduits par la main-d'œuvre qualifiée et le marché du travail flexible. Les coûts salariaux élevés et le franc fort restent cependant des défis importants. Swissmem affirme par ailleurs rejeter les revendications syndicales visant à faciliter l'extension des conventions collectives, considérant que cela nuirait au marché du travail libéral suisse. A noter que la faïtière soutient le Conseil fédéral dans les négociations des Bilatérales III avec l'Union Européenne, tout en insistant sur la nécessité de préserver les conditions favorables pour l'industrie suisse.

Approvisionnement gazier : Le Conseil fédéral a fixé un nouvel objectif volontaire de réduction de la consommation de gaz, pour la période d'octobre 2024 à mars 2025, en ligne avec les objectifs de l'Union Européenne (UE). L'économie visée représente 15 % de la consommation moyenne durant les hivers précédant la guerre en Ukraine. La Suisse avait déjà participé à cet effort à l'occasion des deux dernières saisons hivernales, où elle était parvenue à réduire sa consommation de 22 % et 23 % respectivement. Le Conseil fédéral n'a pas prévu de mesures contraignantes pour atteindre cet objectif, mais pourrait en proposer si la situation l'exigeait. Par ailleurs, le gouvernement a soumis au Parlement le projet d'accord de solidarité sur le gaz qui a été conclu avec l'Allemagne et l'Italie (cf. [Veille économique et financière du 15 au 22 mars 2024](#)), puis soutenu unanimement lors de la consultation.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

<http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international>

Responsable de la publication : Gilles BORDES, chef du Service économique de Berne

Rédaction : Julie MURO, Martin ALBOUY

Abonnez-vous : berne@dgtresor.gouv.fr

Clause de non-responsabilité : le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Crédits visuels : Pixabay